

Grain de Sable n° 464

14 avril 2004



Les grandes manœuvres du néo libéralisme en Amérique Latine

Dans ce numéro

L'Union européenne et les Etats-unis activent leur diplomatie pour parachever la conquête de l'espace économique latino-américain par le truchement des traités de libre-échange.
Pour les Etats-unis l'objectif est d'obtenir, à défaut du paraphe du Traité de libre échange des Amériques (ALCA) en 2005, couvrant l'ensemble du continent, au moins une série de traités de libre-échange bi-latéraux qui en soient le substitut.
L'Union européenne, dont les entreprises multinationales dominent les marchés du Cône Sud, est engagée dans de grandes manœuvres qui, à l'abri d'un « Partenariat pour la cohésion sociale » avouent l'ambition de parvenir à un grand marché euro-latino américain en 2010. Ce que les Latino américains appellent l'ALCA des Européens.

1.- Guadalaraja
(par Denise Mendez, membre de la commission internationale d'Attac France, en charge de l'Amérique du Sud)
La stratégie de l'UE en Amérique Latine devrait trouver son couronnement le 28 mai prochain à Guadalajara, au Mexique, durant le 3e Sommet des chefs d'Etat de l'UE/Amérique Latine-Caraibe.

2.- L'engagement des comités Attac d'Amérique Latine contre les traités de libre échange
(par Denise Mendez, membre de la commission internationale d'Attac France, en charge de l'Amérique du Sud)
Les Etats-Unis rencontrent de grandes difficultés dans les négociations visant à aboutir à la signature en 2005 du traité de libre échange des Amériques leur ouvrant le grand marché sud-américain.

1.- Guadalaraja

La stratégie de l'UE en Amérique Latine devrait trouver son couronnement le 28 mai prochain à Guadalajara, au Mexique, durant le 3e Sommet des chefs d'Etat de l'UE/Amérique-Latine-Caraibe.
L'objectif en est selon les termes officiels « un nouveau partenariat stratégique qui s'inscrit dans le processus de libéralisation multilatérale du commerce international en cours au sein de l'OMC ».

Autrement dit, cette stratégie de négociations de traités de libre échange permet de compenser les échecs de l'OMC. Les secteurs de négociations qui n'ont pu entrer par la porte de l'OMC entrent par la fenêtre des traités de libre échange, c'est le cas de l'agriculture et les services.

Chris Patten, le commissaire aux Relations extérieures s'est investi dans ces négociations au cours de plusieurs tournées en Amérique Latine de décembre à février. Il a été suivi par la nouvelle présidente d'UE qui s'est déplacée personnellement en Argentine et au Brésil au mois de mars.

Similitudes et différences entre les stratégies de l'UE et des USA

Le négociateur de la Commission de l'UE Alberto Navarro affirme que les négociations européennes ne compromettent en rien la progression des démarches des Etats-unis en vue de la création de l'ALCA. En effet, les deux géants du Nord situent leur négociation dans un cadre idéologique commun, celui du néolibéralisme et ils poursuivent à long terme un objectif stratégique commun « l'intégration du bloc régional de l'Amérique Latine dans le monde occidental » (selon les termes du Document de programme élaboré par la Commission en avril 2002).

Mais il existe des différences d'approche entre l'UE et les USA.

Le négociateur européen reconnaît l'augmentation du nombre de pauvres en Amérique Latine et juge indispensable de combattre les inégalités et de créer une cohésion sociale (propos de Chris Patten dans son discours du 4 février à Canning House).

Contrairement au discours des officiels US, le discours européen n'insiste pas sur une corrélation automatique entre l'ouverture économique et le bien-être. Le négociateur européen estime donc nécessaire de compenser les brutalités du libre échange par les programmes de coopération et d'aide aux populations marginalisées. D'où la complexité de la mise en œuvre de la stratégie européenne et l'importance de son enrobage social. D'où le fait que l'UE a d'emblée inclus dans les négociations des organisations de la société civile (telle ALOP : asociacion latinoamericana de organizaciones de promocion) d'Europe et d'Amérique Latine. Comment ont été sélectionnées ces organisations et quelle est leur autorité ?

Il n'en reste pas moins que les vraies négociations, celles qui portent sur les accords économiques sont réservées aux responsables politiques et les représentants des milieux d'affaires.

A titre d'exemple, la participation des entreprises transnationales aux négociations entre l'UE et les Etats du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay, Bolivia). On sait que la privatisation massive des entreprises publiques argentines sous le gouvernement de Menem dans les années 80, a fait tomber l'essentiel de l'économie aux mains d'entreprises espagnoles, françaises, italiennes et allemandes. Aujourd'hui, lorsque l'Union européenne négocie des accords économiques avec le MERCOSUR, le principal acteur de cette négociation est le MEBF (Forum des affaires Union européenne-Mercosur) qui réunit les représentants des compagnies allemandes comme Volkswagen, Siemens, Basf ; espagnoles comme Telefonica, Endesa, Respol ; françaises comme Danone, Vivendi, Suez, Carrefour etc.

Or, toutes ces compagnies européennes sont installées en Argentine. Le cas emblématique étant Repsol-Yacimientos Petroliferos, entreprise supposée argentine par suite de l'absorption par Repsol de la compagnie argentine Yacimientos.

Peut-on qualifier de négociation euro-latino-américaine, une discussion entre maison -mère et filiale d'une même compagnie transnationale ? Quelle est la place des Etats ? sont-ils de simples arbitres ou des facilitateurs ? quel pouvoir d'arbitrage détiennent les Etats du Sud, sont-ils encore défenseurs des intérêts des populations nationales lorsqu'ils défendent les filiales ou les sous-traitants des multinationales du Nord ?

La vraie question : le modèle de développement.

La question fondamentale qui est posée, tant par la stratégie de l'Union européenne que par celle des Etats-unis à l'égard de l'Amérique Latine a trait au modèle de développement.

Le postulat néolibéral qui corrèle le développement économique au libre-échange occulte l'importance de l'asymétrie structurelle des économies ; il établit des d'abusives corrélations automatiques entre ouverture économique et développement. Le schéma de développement par les exportations continue à figurer comme modèle en dépit des démentis apportés notamment par l'involution de l'économie argentine provoquée largement en raison de l'application du modèle imposé par les Institutions financières internationales.

Pourtant le modèle néolibéral est largement mis en question et pas seulement parmi les économistes liés au mouvement altermondialiste, mais ceci ne semble guère affecter la conduite stratégique de l'Union européenne à l'égard des pays du Sud, pas plus qu'à l'intérieur de ses frontières.

Il est vrai que le modèle néolibéral est exclusif de tout autre ; il a sa cohérence, - la prévalence du capital sur le travail - il doit s'appliquer partout et ne peut tolérer un modèle de développement autocentré destiné à répondre en priorité aux besoins essentiels de la population. En somme, c'est un modèle totalitaire.

L'Union européenne, est entrée comme les Etats Unis dans la course à la mise en œuvre du projet néolibéral dans son entièreté , à la fois dans son espace géographique interne et dans la projection de sa stratégie à l'extérieur.

Sachant que la réalisation du programme est semée de cadavres (au sens propre autant qu'au sens figuré) l'UE européenne met au point des filets de sécurité en vue de préserver la cohésion sociale - mieux vaudrait dire "empêcher l'explosion sociale". Ceci à l'intérieur, comme vers l'extérieur.

C'est en ce sens que l'UE développe une série de programmes de "coopérations" à travers toute l'Amérique Latine, destinés à répondre aux marginalités les plus criantes : aide aux enfants des rues de Colombie , soutien aux minorités ethniques etc.

Réponse des organisations altermondialistes du Nord et du Sud

- refus des accords de coopération qui ignorent la volonté des populations concernées comme c'est le cas dans le Chiapas et en Amazonie.
- refus des accords de libre échange qui assurent la prévalence du droit des investisseurs sur le droit du travail et sur la protection de l'environnement.
- refus d'un modèle de développement imposé sans consultation des peuples

A Guadalajara, les organisations de la société civile du Nord et du Sud se réunissent du 25 au 29 mai pour s'opposer à la stratégie de l'Union européenne et montrer une autre voie de coopération entre peuples d'Europe et d'Amérique.

2.- L'engagement des comités Attac d'Amérique Latine contre les traités de libre échange

Les Etats-Unis rencontrent de grandes difficultés dans les négociations visant à aboutir à la signature en 2005 du traité de libre échange des Amériques leur ouvrant le grand marché sud-américain.
La réunion tenue à Buenos Aires du 31 mars au 1er avril ayant échoué ; les négociateurs ont également dû reporter sine die la réunion ministérielle qui était prévue à Puebla le 22 et 23 avril prochain. Toutes ces réunions achoppent sur les divergences entre les Etats Unis et les pays du Mercosur à propos des subsides agricoles étatsuniens, de la libéralisation des services et de la proprieté intellectuelle. Mais, l'hostilité populaire générale pèse également sur ces négociations.

Le mouvement NO-ALCA qui regroupe un grand nombre d'organisations - dont Attac- n'a cessé de mener des campagnes d'explications pour dénoncer le mythe de « la prospérité par le libre échange ». Au Brésil, au cours d'un référendum tenu en 2001, 10 millions de personnes ont voté NON contre l'ALCA. Cette semaine à Buenos Aires, le prix Nobel de la paix Adolfo Perez Esquivel a participé aux côtés des mères de la Plaza de Mayo, avec des membres d'Attac- Argentine, à une éniemme manifes-tation contre ce traité.

Alors qu'on semble s'acheminer vers un ALCA Light dont les Etats-Unis se satisferaient pour des motifs de politique interne, l'offensive libre échangiste se concentre sur les traités bi-latéraux. Dans ce type de négociations face à de petits Etats endettés et fragilisés par des conflits sociaux internes, les Etats-Unis conservent une posture dominante.

Le TLC Chili-US signé en décembre 2003 a été dénoncé par Attac-Chili car il hypothèque l'avenir du pays du fait qu'il rend impossible tout changement de système économique. Ce traité est bien davantage qu'un traité commercial, il ouvre totalement le pays aux compagnies transnationales US qui peuvent pénétrer tous les secteurs de l'économie y compris l'agriculture et les services. Les entreprises de l' agro-business sont, entre autre, libres d'introduire les semences transgéniques. Les entreprises pharmaceutiques se voient garantir leurs droits de propriété intellectuelle et le monopole d'exploitation sur les médicaments de sorte que les laboratoires chiliens ne puissent plus fabriquer de médicaments génériques. Ce TLC garantit l'ouverture aux entreprises nord américaines du marché de l'éducation et de la formation à distance. En ce qui concerne les industries culturelles, le porte parole des producteurs de Hollywood Jack Valenti a exprimé son enthousiasme à l'égard d'un traité qui représente un succès historique par l'ouverture du marché chilien au cinéma, à l'industrie du divertissement et de la culture de Hollywood". Enfin, ce TLC qui développe les échanges et prétend favoriser l'investissement étranger se garde d'indiquer que les entreprises nord américaines qui investissent aux Chili détiennent la maîtrise des importations et des exportations vers les Etats-Unis et qu'une grande partie de ces échanges s'opèrent entre filiales d'une même transnationale. Ceci fait dire à Joseph Stiglitz « les investisseurs étrangers au Chili ont davantage de droits que les investisseurs chiliens ». On comprend ainsi, que la Maison Blanche ait qualifié le traité Chili-Etats-Unis de « succès géopolitique ».

Au Costa-Rica, Attac est engagée, avec nombre d'organisations dans la bataille contre le TLC-EU-CA (traité de libre échange Etats-Unis/Amérique Centrale). L'enjeu pour les Etats-Unis est à la fois de poser les jalons de l'ALCA et de préparer la mise en oeuvre du PPP 'Plan Puebla Panama), plan de remodèlement de l'Amérique centrale opérant une réorganisation territoriale et un contrôle des populations longtemps en rébellion contre les classes dominantes. S'adressant à de petits pays, l'adminis-

tration US et en particulier, le responsable du département du commerce Robert Zoellick ne s'embarrasse guère de circonlocutions ; il conditionne l'entrée de Costa Rica dans le TLC d'Amérique centrale à la privatisation des télécommunications. Le même chantage se poursuit au sujet de la sécurité sociale, des services publics, de la santé, de l'éducation, dont la privatisation serait exigée pour l'admission au "bénéfice "du traité. La véritable nature des traités de libre échange éclate au cours de ces pressions que le pouvoir impérial exerce sans vergogne sur les petits pays. Les mouvements de résistance, dont Attac, dénoncent la manipulation de l'opinion publique à qui on promet par des relais bien organisés que le bien-être passe par l'ouverture économique totale.

La guerre des peuples contre la mystification du libre échange s'intensifie. Son écho s'entendra à Guadalajara au mois de mai puis à Quito au mois de juillet durant le Forum social des Amériques.

---

coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.